

Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames, Messieurs chers collègues,

L'épidémie « COVID-19 » a nécessité, au niveau mondial, l'exploitation de ressources humaines, sociales, économiques que nos jeunes générations n'ont jusque-là jamais sollicitées. Confinement des populations dans de nombreux pays pendant de longues semaines pour tenter de ralentir le phénomène de propagation, mises en arrêt des activités industrielles, marchandes, économiques pendant toute la période. Une situation « inédite » qui laisse envisager un lourd bilan et un grand nombre de victimes.

Le corps enseignant et l'ensemble des équipes éducatives ont répondu présents dès les premiers jours en se mobilisant pour les élèves. Les personnels ont su montrer toute leur application à exercer au mieux leurs fonctions de professeurs. Exercer au mieux... et dans la mesure des possibles. Les annonces ministérielles, changeantes, d'un jour à l'autre, noyées dans une stratégie communicationnelle caduque qui allait au fil des heures désavouer les propos de notre propre Ministre. Une communication à coup d'effets d'annonce sur le court terme laissant finalement une marge de manœuvre au « terrain ». Laissons agir et décider le terrain...

Dans les faits ? Des jours et des semaines entières pour certains à organiser le retour des élèves, à contacter les familles, pour les directeurs-trices des écoles, à essayer d'établir une organisation interne à chaque école, contraint à sur-solliciter les personnels, alors même que les agents assuraient la continuité pédagogique en distanciel. Puis ? Désorganiser, réadapter, remanier, communiquer à nouveau dans un temps encore plus restreint. La non-prise de responsabilité de nos dirigeants sur une question qui concerne pourtant tout le pays : la jeunesse, nos enfants, vos enfants, l'Ecole.

En réalité de très grandes disparités rien que sur notre petit territoire val-de-marnais. L'investissement de certaines municipalités, le manque d'investissement d'autres municipalités, en période de calcul électoral, ont entraîné de véritables tensions entre les équipes et les décideurs locaux.

Les personnels enseignants et éducatifs puisent en ce moment dans leurs réserves morales, physiques tout comme bon nombre de nos concitoyens. Emerge depuis une dizaine de jours un courant médiatique nauséabond, pointant du doigt le professeur comme un élément décrocheur, un profiteur. Il est important de le rappeler : les enseignants ne sont pas une « entité » à la marge de notre société. Ce sont des personnes, des citoyens, avec ou sans enfants, avec des difficultés importantes, moindres, sociales, économiques, et autres. Il semble alors légitime de se poser la question : dans ces moments-là, où est l'appareil communicationnel de nos gouvernants ? Ne peut-on pas dire simplement les choses ? Ne peut-on pas encourager, remercier pour couper court à cette campagne de dénigrement ? Nous, professeurs, c'est ce que nous faisons pourtant tous les jours avec nos élèves : encourager, soutenir, appuyer, aider. C'est pour cela, que le SE-Unsa et l'UNSA Education tiennent aujourd'hui à remercier tous les personnels de l'Education Nationale. Le SE-Unsa et l'UNSA Education dit un grand bravo aux agents administratifs de la DSDEN 94 et de ses services qui ont, malgré la période difficile, continuer à remplir leur mission.

Concernant le point à l'ordre du jour de cette CAPD du 18 juin 2020, l'arrêté fixant le taux de promotion à la hors classe des professeurs des écoles a été publié au JO du 10 janvier 2020 alignant ainsi le taux de promotion des professeurs des écoles sur ceux des corps du second degré.

Le SE-Unsa, qui demandait cette augmentation du ratio depuis très longtemps au ministère, se félicite de cette avancée. L'Unsa, signataire du protocole PPCR avait obtenu cette garantie de montée en charge pour les professeurs des écoles, c'est dorénavant une réalité qui va offrir de réelles perspectives de carrière à tous les personnels. Avec un taux de promotion à 17%, c'est plus de 18 000 enseignants qui accéderont à ce grade en 2020, soit trois fois plus qu'en 2012 où ils étaient moins de 5 000 !

Cette bonne nouvelle n'empêchera pas le SE-Unsa de continuer à demander des améliorations sur les conditions d'accès à la hors classe et une augmentation du taux d'accès à la hors classe pour tous les corps.

Surtout nous continuerons de réclamer la possibilité d'obtenir une révision d'appréciation pour les collègues qui n'ont pas eu de troisième rendez-vous de carrière.

Plus précisément, au niveau national, le nombre de promouvables étant de 110 092 avec un contingent de promus de 18 716 soit 17%.

Au niveau académique, le contingent est de 1 239, aujourd'hui. Avec l'application du taux de 17% de promus sur 2 141 promouvables, 363 devraient ainsi être promus.

Nous terminerons notre propos, comme nous avons l'habitude de le faire au SE-Unsa par nos remerciements sincères à l'ensemble des services de la DSDEN qui ont, comme l'ensemble des corps de l'Education Nationale (PE, PsyEN...) su montrer, comme toujours une loyauté exemplaire dans l'exercice de leur fonction pour que la continuité pédagogique ou administrative puisse se poursuivre dans un contexte sanitaire inédit.

Clément PEYROTTE

Christelle CRUSBERG

Eric D'ALESSANDRO

Maeve TREILLET

Bastien DIAZ

Marie STAUBER

*Les élus du SE-Unsa en CAPD 94*